



La voie pro sous pression... des questions, des inquiétudes et... peu de réponses !

Depuis plusieurs semaines, les questionnements, les incompréhensions et les inquiétudes portées par les communautés éducatives des EPLE de la voie professionnelle sont palpables et justifiées.

Au début de l'été, la création d'un ministère à l'Enseignement et à la Formation Professionnels, en double tutelle des ministères de l'Éducation nationale et du Travail, avec la nomination de Carole GRANDJEAN, a lancé l'annonce d'une « énième » réforme de la voie professionnelle, alors même que la mise en place de la réforme précédente était encore bien fragile et non évaluée.

La Ministre a souhaité rencontrer le SNP DEN-UNSA avant l'été. Ce fut chose faite et l'occasion, de notre part, d'une première alerte portée sur le calendrier et la clarification nécessaire des objectifs et des difficultés à prévoir. Nous avons également rappelé nos mandats, l'impératif d'achever la mise en œuvre de la Transformation de la Voie Professionnelle (TVP) et de réaliser un bilan, avant tout nouvel aménagement, afin de pérenniser les pratiques et d'asseoir les nouvelles modalités.

Dès la visioconférence de pré-rentree de la Ministre et la visite présidentielle dans un lycée des Sables d'Olonne, des grandes lignes de changements, sans détails et éléments fonctionnels, étaient énoncées :

- augmentation de 50 % de la durée des PFMP,
- gratification des lycéens pendant ces périodes,
- ajustement des cartes de formation,
- rapprochement des acteurs et des liens école-entreprise,
- autonomie laissée aux EPLE,
- parcours avenir renforcé pour les élèves de 5ème...

La rencontre en fédéral UNSA Éducation de la mi-septembre a malheureusement confirmé nos craintes : Carole GRANDJEAN a réaffirmé les choix de l'Élysée et précisé que les GT ministériels ne porteraient pas sur le fond, déjà acté, mais sur des thèmes connexes ! À savoir : réduire le nombre de décrocheurs, préparer les poursuites d'études, améliorer le taux d'accès à l'emploi, donner des marges de manœuvre aux EPLE.

Nous serons bien évidemment présents aux GT ministériels ès-qualités dans la délégation UNSA Éducation, et des chefs d'établissements "experts" y participeront également, afin d'apporter le regard et la connaissance fine de notre profession.

Nous travaillons dans le cadre de groupes de travail en fédéral avec les inspecteurs, les PLP, les DDFPT et l'enseignement agricole. Nous avons également anticipé un groupe stratégique au sein de notre syndicat.

À ce jour, le SNPDEN-UNSA reste inquiet et se montre vigilant tout en réaffirmant ses mandats :

- **maintenir la place incontournable des LP, LPO, EREA, CFA GRETA et CFA publics** en prenant en compte les spécificités rurales et ultra marines, les laisser en **acteurs indispensables et incontournables au cœur de la formation professionnelle et de l'apprentissage, scolariser et faire réussir tous les élèves y compris les plus fragiles** ;
- **anticiper**, dès janvier 2023, **les répartitions horaires disciplinaires** au regard d'une réforme qui se voudrait prête pour la rentrée 2023 ;
- **pas de nouvelle réforme sans analyse profonde de la précédente !**
- **Pas de réforme hors-sol irréalisable sur le terrain !**

Et, finalement, si Madame la Ministre écoutait et s'appuyait sur la connaissance fine et pragmatique des acteurs de la voie professionnelle pour élaborer une réflexion d'ensemble que nous souhaitons ardemment ? Sans doute s'agirait-il là de l'expression la plus concrète d'un « dialogue social » que le président de la République veut porter au plus haut...

Bruno BOBKIEWICZ, Secrétaire général

Cet email a été envoyé à joelle.jonneaux@snpden.net, [cliquez ici pour vous désabonner](#).